

dents et emmenée dans un jeep de l'armée. On ne l'a jamais revue depuis.

Des milliers d'autres personnes sont dans la même situation.

\* \* \*

[Français]

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE SUCCÈS DU PROGRAMME DES 6 ET 5 P. 100

**M. René Cousineau (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Madame le Président, Statistique Canada vient de dévoiler que le taux annuel de l'inflation était de 5 p. 100 au cours du mois de septembre, soit le taux le plus bas depuis plus de 10 ans.

En mai 1982, lorsque le ministre des Finances a lancé ce programme de restrictions volontaires des 6 et 5 p. 100, il demandait aux Canadiens de faire passer le pays «de la récession à la relance». Ce programme n'était pas une fin, mais un commencement. C'était une question de confiance en soi, de confiance réciproque entre nous, Canadiens.

Aujourd'hui, avec un taux annuel de 5 p. 100, nous pouvons affirmer que les Canadiens ont répondu à l'appel lancé par le gouvernement libéral et que nous avons réussi à prouver que nous sommes une vraie collectivité. Nous avons accompli des progrès réels. Les menaces de pertes d'emplois diminuent alors que nous multiplions nos efforts pour préserver nos marchés. Nos coûts ont commencé à baisser. L'inflation est à la baisse et plus elle diminuera, plus nous verrons nos taux d'intérêt baisser.

Il ne nous reste plus, madame le Président, qu'à instaurer une véritable confiance en nous-mêmes et à éviter la tentation d'oublier le bien-être collectif de tous les citoyens. Chacun d'entre nous peut mettre l'épaule à la roue en élevant la voix lorsque d'autres posent ou ne posent pas les gestes exigés par l'intérêt collectif.

En octobre dernier, le premier ministre affirmait que ce qui définira notre avenir, ce sera la façon dont nous atteindrons l'objectif fixé par la politique des 6 et 5 p. 100. Nous avons atteint une partie de cet objectif . . .

**Mme le Président:** A l'ordre! Le temps de parole de l'honorable député est écoulé.

● (1415)

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

CANADAIR—L'EXAMEN DES PLANS D'AVENIR—ON DEMANDE LA CRÉATION D'UN COMITÉ

**M. Brian Mulroney (chef de l'opposition):** Madame le Président, je crois savoir qu'il y a eu une certaine confusion sur la

### Questions orales

date de naissance du premier ministre lorsqu'il est arrivé à la Chambre pour la première fois. Je suis heureux de voir que tout malentendu a été dissipé. Je suis certain que tous les députés se joignent à moi pour lui souhaiter, en retard, un très heureux anniversaire.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** En dépit des changements superficiels annoncés hier, la situation de Canadair, à cause des sommes en jeu et de l'importance de la technologie, est devenue une question nationale et touche au cœur même du gouvernement et de la politique plutôt qu'à la compétence d'un ministre en particulier. Étant donné le malaise et le souci croissants qu'inspirent Canadair et sa technologie, le premier ministre prendrait-il, comme priorité nationale l'initiative d'établir un comité spécial de tous les partis des Communes afin que nous nous mettions sans tarder à prévoir, avec la direction, les syndicats et le gouvernement, les plans d'avenir et les futures opérations de Canadair?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je remercie le chef de l'opposition de ses bons vœux et de ceux de son parti. J'ai l'impression que l'erreur ne portait pas tellement sur la date de mon anniversaire; c'est plutôt l'opposition qui ignorait hier les heures de séance. C'est pourquoi les vœux sont une journée en retard.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Le chef de l'opposition a parlé de changements superficiels. Je crains que ce soit mal comprendre la situation. Des transformations majeures sont en cours à Air Canada . . .

**Des voix:** Canadair!

**M. Trudeau:** A Canadair.

**M. McDermid:** Lapsus révélateur.

**M. Trudeau:** Cela m'inquiète qu'on propose de faire diriger les sociétés de la Couronne par des comités parlementaires ou des associations des divers partis de la Chambre. La conception même des sociétés d'État veut que leur activité quotidienne échappe à l'influence de l'un ou l'autre des partis politiques et que leurs objectifs soient définis dans la loi et dans des énoncés de principe. En ce qui les concerne, nous acceptons volontiers que l'opposition, chaque fois que cela lui chante, fasse valoir ses vues et critique les nôtres pendant la période des questions. Je crois que nous dérogerions de façon radicale aux très importantes traditions du Parlement si les comités parlementaires essayaient de diriger les sociétés de la Couronne.

**M. Mulroney:** Le premier ministre sait parfaitement que je ne propose absolument pas que les députés eux-mêmes se mêlent de la gestion de Canadair.